



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Lancement de l'appel d'offres pour la construction du CHUM

Le SISP inquiet de l'ampleur des risques que s'apprête à prendre le gouvernement Charest

Québec, le 30 mars 2009 – À la suite de l'annonce du lancement du processus de recherche de partenaires privés pour la construction du CHUM 2013, voire 2018, les dirigeants syndicaux du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) déplorent que le gouvernement persiste à opter pour un partenariat public-privé (PPP) qui, de l'avis de nombreux experts, coûtera plus cher aux contribuables

« Malgré toutes les mises en garde faites au gouvernement au cours des derniers mois, le gouvernement Charest s'entête à vouloir aller de l'avant avec cette formule risquée », affirme madame Dominique Verreault, porte-parole du SISP. Pourtant les appels à un retour au mode conventionnel ont été nombreux, venant des organisations syndicales, mais aussi de médecins du CHUM, d'architectes et d'économistes.

« Les ténors du gouvernement Charest ne seront plus là quand le temps viendra d'assumer les conséquences de leur entêtement, note la porte-parole du SISP. Ce sont les contribuables qui auront à payer pour les coûts supplémentaires requis par le mode PPP. Le gouvernement n'est pas sans savoir que les taux d'intérêts seraient moins élevés s'il finançait lui-même le projet. »

Le premier ministre a reconnu qu'il faudra déployer un éventuel plan B si les soumissions ne sont pas satisfaisantes, un plan B dont la teneur demeure inconnue. Quand au ministre Yves Bolduc il a candidement déclaré qu'il faudra « s'adapter » si les consortiums privés ne réussissent pas à réunir le financement nécessaire.

« Avoir attendu tant d'années pour que ce projet démarre et en être encore aujourd'hui à dire qu'il faudra peut-être revoir des décisions aussi fondamentales et improviser autre chose dans un an est tout simplement consternant », conclut madame Verreault.

Profil du SISP

Le SISP regroupe 300 000 membres issus de cinq organisations syndicales, dont plus de 262 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) représente près de 170 000 membres, dont plus de 120 000 œuvrent au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) regroupe 57 000 membres du secteur de la santé. Le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. Quant à l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), elle représente 26 000 personnes au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Pour sa part, le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) regroupe près de 20 000 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.